



Obama ou Romney : à quoi s'attendre en 2013 ?

RAFAEL JACOB

*Chercheur Marc Bourgie à l'Observatoire
sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand
jacob.rafael@courrier.uqam.ca*

L'identité de l'homme le plus puissant de la planète doit être déterminée dans six mois. Il est déjà invariablement question, lorsque vient le temps de parler de l'élection présidentielle américaine, de qui entre le président démocrate sortant Barack Obama et l'ancien gouverneur républicain du Massachusetts Mitt Romney semble le plus susceptible de l'emporter en novembre. Ironiquement, on semble moins souvent demander : qu'est-ce que l'issue du vote changera, exactement ?

La réponse, du moins au niveau de la politique intérieure, n'a rien d'évident.

Un Congrès dominant... et divisé

Le système politique américain, contrairement à un régime parlementaire comme celui existant au Canada, établit une division institutionnelle entre les pouvoirs exécutifs et législatifs. Ainsi, le président des États-Unis dépend largement de la bonne volonté du Congrès. Ce dernier, composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants dont les membres ne sont en théorie pas contraints de respecter une ligne de parti, s'est fortement polarisé au cours des dernières années.

D'un côté, les Démocrates forment un bloc de plus en plus homogène à gauche du spectre politique. De la quarantaine d'élus au début de la présidence Obama surnommés « Blue Dogs », représentant l'aile modérée du parti, la moitié s'est faite évincer lors des élections de mi-mandat 2010. Sur la vingtaine de « Blue Dogs » toujours en poste, cinq ont déjà annoncé leur retraite, et une proportion similaire se trouve en réel danger de perdre son siège en 2012.

Inversement, les Républicains du Congrès sont de plus en plus uniformément campés à droite. Les porte-étendards du mouvement du Tea Party forment, suite au scrutin de 2010, environ le tiers du caucus républicain à la Chambre – ce qui, à toute fin pratique, procure à ces membres l'équivalent d'un droit de veto face aux actions et orientations du parti. La situation au Sénat frappe tout autant : les véritables républicains modérés, mis à part quelques sénateurs isolés de la Nouvelle-Angleterre comme Scott Brown du Massachusetts et Susan Collins du Maine, se font de plus en plus rares. Même des sénateurs républicains conservateurs et largement respectés comme Richard Lugar et Orrin Hatch sont actuellement menacés sur leur flanc droit par des opposants du Tea Party lors d'élections primaires en Indiana le 8 mai et en Utah le 26 juin, respectivement.

Quatre ans de plus d'Obama ?

À quoi donc ressemblerait un second mandat du président sortant ? Confronté à un Congrès qui demeurera en toute vraisemblance à majorité républicaine, la paralysie actuellement observée à Washington pourrait fort bien perdurer. En effet, on se trouve aujourd'hui loin des jours où Bill Clinton parvenait à forger avec ses adversaires politiques des ententes et des réformes à la fois majeures et populaires, incluant l'atteinte de l'équilibre budgétaire, le remboursement partiel de la dette nationale et la réforme de l'aide sociale.

Le seul enjeu considérable ayant fait l'objet d'une tentative de collaboration sérieuse entre Obama et le leadership républicain du Congrès, soit un vaste plan de réduction du déficit fédéral l'an dernier, s'est soldé par un échec retentissant. Faisant face à une majorité au Capitole qui refusait de permettre au gouvernement fédéral de s'endetter davantage (ou, en termes techniques, de « relever le plafond de la dette ») sans une diminution des dépenses de l'État, Obama a entrepris des discussions avec le président républicain de la Chambre John Boehner. Des propositions et contre-propositions ont été offertes de part et d'autre, sans que tous puissent s'entendre définitivement sur l'une d'entre elles¹. Depuis lors, les deux côtés se sont incessamment montrés du doigt, sans pour autant accomplir quoique ce soit.

Devrait-on s'attendre à un résultat vraiment différent advenant un retour au pouvoir du président et du Congrès actuels ? C'est possible... mais si l'histoire sert de guide, ce n'est pas nécessairement probable.

Une présidence Romney ?

Qu'alors donc amènerait une arrivée de Mitt Romney à la Maison-Blanche ? Avec un Sénat où aucun des deux partis ne risque de détenir le minimum de 60 votes requis pour faire avancer la plupart des projets de loi, la capacité de gouverner de Romney résiderait pour une large part dans sa capacité à rallier un certain nombre de Démocrates, tout en conservant l'appui des sénateurs plus conservateurs – une tâche s'annonçant pour le moins ardue.

Romney pourrait certes s'attaquer aux questions strictement budgétaires, qui requièrent une simple majorité de 51 (et non de 60) votes au Sénat. On serait ainsi en mesure de s'attendre à l'adoption d'un budget suivant le modèle de celui soumis par le représentant républicain du Wisconsin Paul Ryan. Ce plan budgétaire prévoit notamment l'élimination de plusieurs déductions fiscales combinée à une diminution des taux d'imposition des entreprises et des particuliers, ainsi qu'une privatisation partielle du programme d'assurance-maladie *Medicare* destiné aux personnes âgées.

Certaines directives présidentielles importantes seraient également émises sans l'aval du Congrès, comme par exemple l'approbation du controversé projet d'oléoduc Keystone XL, reliant l'Alberta au Texas, ayant été mis sur la glace par l'administration Obama en raison de craintes environnementales.

¹ Wallsten, Peter, Montgomery, Lori et Wilson, Scott, « Obama's Evolution: Behind the Failed 'Grand Bargain' on the Debt » : *The Washington Post*, 17 mars 2010.
http://www.washingtonpost.com/politics/obamas-evolution-behind-the-failed-grand-bargain-on-the-debt/2012/03/15/gIAHvyfJS_print.html.

Au-delà de mesures de la sorte, rien n'indique présentement qu'une présidence Romney représenterait un changement au niveau de la collaboration entre les deux partis sur la multitude d'autres enjeux auxquels est confronté le pays. Plusieurs Démocrates frustrés de s'être vus constamment obstrués lorsqu'ils détenaient la Maison-Blanche seraient sans aucun doute désireux de faire subir le même sort à un nouveau président républicain. Et Romney, craignant une révolte de son aile conservatrice ne lui faisant toujours pas entièrement confiance, pourrait de surcroît se montrer récalcitrant à travailler de trop près avec les chefs de file du parti adverse.

Bon nombre des plus grands accomplissements législatifs ayant historiquement vu le jour aux États-Unis l'ont fait sur une base bipartisane : des droits civiques dans les années 1960 à la refonte de l'assistance sociale dans les années 1990, en passant par la solidification du régime de retraite *Social Security* dans les années 1980.

Assistera-t-on à un retour vers ce principe lors de la prochaine investiture présidentielle en janvier 2013 – ou aura-t-on droit à davantage d'immobilisme partisan caractérisant maintenant Washington ? Avant de continuer à spéculer sur qui d'Obama ou de Romney va l'emporter, il serait bien avisé de s'interroger : qu'est-ce que cela va changer ?



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies